

## Exercice sur la fin de la démocratie au Chili. Mars 2022

- 1 - Quels sont les enjeux démocratiques des conflits internes au Chili au début des années 1970 ?
- 2 – Comment se combinent les différentes explications de l'échec d'Allende ?

**Document 1 :** *Mythes révolutionnaires du tiers monde – Guérillas et socialismes*, G. CHALIAND, Seuil, 1979, p. 212-213

Les facteurs extérieurs qui ont amené la chute d'Allende ne peuvent être négligés : durant la demi-douzaine d'années qui précèdent l'expérience Allende, le Chili reçut 1 milliard de dollars en assistance économique par le truchement de divers organismes internationaux dont la banque mondiale (...) Durant le mandat Allende, ces agences, sous contrôle américain, n'accordèrent pratiquement aucune aide mais réclamaient les dettes accumulées par les gouvernements précédents. Après la chute d'Allende le régime Pinochet recevra, dès les 6 premiers mois de son existence, environ 470 millions de dollars de crédit. Parallèlement, la CIA intervenait directement dans le financement de grèves destinées à paralyser l'économie chilienne. Mais ces faits ne doivent pas faire sous-estimer la faiblesse intrinsèque et les erreurs du gouvernement Allende...

L'effort combiné des pressions internes et externes commence à affecter sérieusement le Chili à partir de l'été 1972 : la production industrielle baisse, et bientôt, devant les difficultés politiques, le gouvernement Allende va moins contrôler la situation que chercher à survivre. En octobre 1972, soit 2 ans après la montée au pouvoir d'Allende, la droite chilienne lançait une première offensive : grève des commerçants et des médecins, autoroutes bloquées par les camionneurs, défilés. En riposte, des centaines de milliers de travailleurs occupaient les usines, les faisaient fonctionner et organisaient leurs propres réseaux de distribution. La droite chilienne céda, espérant l'emporter aux élections de mars 1973 mais celles-ci furent [*favorables*] au gouvernement. En juin 1973 une tentative de coup d'État de militaires de droite échoua grâce à l'intervention de militaires légalistes (...) Plusieurs centaines d'attentats étaient organisés en juillet et aout 1973 par le groupe d'extrême droit « Patria y Libertad » tandis que les partis légaux envoyait l'armée désarmer les travailleurs d'usines.

**Document 2 :** *Les révolutions d'Amérique latine*, P. VAYSSIÈRE, Seuil, 1991, p 225 – 227

Le président restait un partisan convaincu de la méthode non violente : il s'agissait pour lui d'inventer « une nouvelle manière de construire la société socialiste par la voie pluraliste » : « Nous empruntons un nouveau chemin, et nous avançons sans guide en terre inconnue, avec comme seule boussole notre fidélité à l'humanisme, particulièrement à l'humanisme marxiste.. » Processus démocratique et non violent, action politique à long terme : la méthode allendiste n'entrant pas précisément dans la typologie des révolutions latino-américaines.. Elle se voulait une utopie raisonnable : « Tel est l'espoir de construire un monde qui dépasse la division entre riches et pauvres (...).

Des divergences de fond existaient au sein de la gauche (...) Plusieurs mois avant les élections de 1970, l'Unité Populaire semblait avoir tranché en faveur de la transition pacifique vers le socialisme. On nationalisa les matières premières, à commencer par le cuivre ; on appliqua la réforme agraire jusqu'à démanteler la grande propriété ; on nationalisa la banque ainsi que plusieurs filiales d'entreprises nord-américaines ; on rectifia l'échelle des impôts et on réajusta les salaires ; un effort sans précédent fut réalisé dans le domaine de l'éducation, de la santé, de la sécurité sociale, du logement.... Bref, on s'attaqua aux fameuses structures socio-économiques, tout en essayant de respecter les lois de la Constitution « bourgeoise ». Des hommes politiques européens venaient faire leur pèlerinage à la source d'un modèle original de progrès social dans la liberté et le légalisme.

Au fil des mois, pourtant, l'action législative du gouvernement fut peu à peu paralysée par l'opposition et la Constitution finit par devenir un carcan, une camisole de force pour le président (...) L'affrontement devint inéluctable à partir d'octobre 1972, avivé à l'extérieur par la CIA et le

Pentagone.(...)

L'anarchie grandissait au cours des mois de juillet et d'août aggravée par des dissensions réelles au sein de la coalition de gauche (...) Une grève des transports routiers (...) financée par la CIA, bloquait les approvisionnements jusque dans les quartiers populaires. Les forces armées lançaient des perquisitions violentes contre les usines et les sièges de partis de gauche, tandis que des femmes de la « bonne société » défilaient dans les rues en tapant sur des casseroles vides pour protester contre la pénurie. Des bandes d'adolescents cassaient des vitres de magasins ou de voitures pour amplifier l'image du chaos. Les journaux d'opposition (...) les radios et les télévisions s'employaient à augmenter les tensions, les haines et les peurs collectives. Moment chaotique où les extrêmes s'affrontaient ; alors que le général légaliste Prats, ministre de la Défense, démissionnait sous la pression de l'armée et qu'il était remplacé par le général Pinochet, commandant en chef des forces armées (24 août), 800.000 personnes défilaient pour célébrer le troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir d'Allende (4 septembre).

### **Document 3 :**

Lettre à S. Allende par la coordination provinciale des Cordons industriels de Santiago, 5 septembre 1973, (E. Delgado trad.) cité par F. GAUDICHAUD dans *;Venceremos ! Analyses et documents sur le pouvoir populaire au Chili*, Syllepse, 2013

Auparavant, nous craignions de voir le mouvement vers le socialisme flétrir et aboutir à un gouvernement centriste, réformiste, démocrate-bourgeois (...) Nous avons désormais la certitude que nous suivons une pente qui nous conduira inévitablement au fascisme (...) nous exigeons que le programme de l'Unité Populaire soit appliqué (...) Trois ans ont passé, camarade Allende, et vous ne vous êtes pas appuyés sur les masses et désormais nous les travailleurs avons perdu confiance (...) En octobre 1972, lorsque la volonté et l'organisation de la classe ouvrière permirent au pays de continuer face à la grève patronale (...) lorsqu'on aurait pu asséner le coup de grâce à la bourgeoisie, vous ne nous avez pas fait confiance(...) La droite s'est dotée d'un appareil terroriste si puissant et organisé qu'il est à n'en pas douter financé par la CIA (...) Il n'y a que deux alternatives : la dictature du prolétariat ou la dictature militaire (...) Le réformisme qui cherche à dialoguer avec ceux qui ont trahi à plusieurs reprises est le chemin le plus court vers le fascisme. (...) Nous vous prévenons, camarade, avec tout le respect et la confiance que nous vous portons encore, que si vous ne réalisez pas le programme de l'Unité populaire, si vous n'avez pas confiance dans les masses, vous perdrez l'unique appui réel que vous possédez comme personne et comme gouvernant, et vous serez responsable de porter le pays, non pas vers la guerre civile, qui est déjà en plein développement, mais à un massacre froid, plané, de la classe ouvrière la plus consciente et la plus organisée d'Amérique latine.

### **Document 4**

*Mise à mort du socialisme à la chilienne*, Le Monde, P. Kalfon, 11-12 septembre 1983

En fait pour l'Unité Populaire, le compte à rebours avait commencé véritablement trois ans auparavant. Avant même la surprise du 4 septembre 1970, quand le socialiste Allende devança d'une courte tête une droite divisée entre démocrates-chrétiens et conservateurs du Parti National, la CIA, par la compagnie ITT interposée, avait déjà entrepris de conspirer en subventionnant aussi bien les candidatures adverses que le journal *El Mercurio*, puissant fabricant d'opinion.

(...) Au cours des trois années agitées du gouvernement d'Unité populaire, les événements ont assez bien correspondu à la stratégie de déstabilisation adoptée à la Maison Blanche (...) : sabotage économique tendant à créer une situation de chaos, refus de tout crédit de financement, manipulation à la baisse du prix du cuivre à la bourse de Londres, refus de livraison ou de vente de pièces de rechange, de produits alimentaires, etc.